

Intelligence artificielle : le monde dans lequel nous vivons, et celui de demain

ÉCRIT PAR LA RÉDACTION

6 avril 2018

LA FRANCE PEUT-ELLE DEVENIR N° 1 ?

L'intelligence artificielle a le vent en poupe et, une chose est sûre, Emmanuel Macron ne compte pas rater le coche. Propulser l'Hexagone au premier rang avec un investissement d'1,5 milliard d'euros, tel est l'objectif visé.

"Nous sommes à l'aube d'évolutions profondes et nous voyons que la dimension technologique doit être soutenue par un cadre réglementaire incitatif adapté". Jeudi 29 mars, en marge du discours du député mathématicien LREM Cédric Villani, le président de la République, Emmanuel Macron, a dévoilé sa stratégie au Collège de France lors d'un discours qui clôturait la conférence " AI for Humanity ". Son objectif ? Faire de la France un leader mondial dans le domaine de l'intelligence artificielle. Et cela passe par plusieurs axes. " La révolution de l'intelligence artificielle est en train de se produire. Nous devons articuler la radicalité de choix technologiques et la responsabilité de choix éthiques " a-t-il déclaré. L'enveloppe s'élève à 1,5 milliard d'euros, piochés dans le fonds pour l'innovation de rupture doté de 10 milliards d'euros.

Faire un leader

L'intelligence artificielle est une science. C'est un ensemble de technique qui a pour but de permettre à une machine d'accomplir des tâches ou de résoudre des problèmes normalement réservés à l'homme. On parle alors de " machines intelligentes ". D'après le député Villani, chargé par le chef de l'État et le Premier ministre de mener une grande réflexion sur ces technologies, dans le top 5 des pays les plus en avance sur le sujet on retrouve " les États-Unis, la Chine, l'Angleterre, le Canada et Israël ". Afin de rattraper le retard de la France et pouvoir jouer dans la cour des

grands, le président veut avant tout mettre l'accent sur la recherche. Dans son rapport, qui s'inspire du rapport remis le 28 mars par Cédric Villani, il formule une série de propositions visant principalement à " conforter en France et en Europe, l'éco- système de l'intelligence artificielle et en particulier en ce qui concerne les talents, un véritable réseau de recherches et d'expérimentation. Garder les "cerveaux" sur le sol français via une amélioration des rémunérations mais aussi des formations. La France veut jouer sur ses atouts. D'abord "les talents", comme le dit Emmanuel Macron. Mais aussi en développant. Certaines entreprises ont déjà misé sur l'Hexagone comme terrain favorable au développement de l'intelligence artificielle. La marque coréenne Samsung, l'Américain IBM ou encore le Japonais Fujitsu ont décidé d'implanter des centres de recherches.

NOUS ALLONS VERS UNE SOCIÉTÉ DE CADRES PLUTÔT SUPÉRIEURS

"Je n'ai pas souvenance d'exemples où la technologie aurait fait marche arrière". Samuel Rinaldo diplômé de sciences politiques, 32 ans, jeune homme très connecté est formel : l'avènement de l'intelligence artificielle est inéluctable. Selon lui, il va y avoir de la casse. Des emplois vont disparaître par milliers. D'autres seront créés. Mais les déclassés ne pourront pas occuper les nouveaux emplois. Parce que non formés et en rupture avec la nouvelle technologie. Samuel cite entre autres les métiers qui à son avis vont disparaître. Les secrétaires, les comptables, les réceptionnistes dans les hôtels, les caissières sont les premiers visés. Ce serait écrit, la manutention en marche n'épargnera aucun secteur. Amenémhah Chéron, consultant, décrit un robot cuisinier au Japon capable de mijoter un colombo dès lors qu'il a devant lui tous les ingrédients nécessaires. Dans ce pays, les robots distribuent les médicaments aux malades dans les hôpitaux. Plus évident encore, le smartphone avec son appareil photo incorporé a tué le métier de photographe. Samuel Rinaldo prédit que *"les salariés de l'ère nouvelle seront des concepteurs, des créateurs, des gens capables d'élaborer des stratégies. Il y aura de moins en moins d'exécutants. Nous allons vers une société de cadres. Des cadres plutôt supérieurs."*

LA FRILOSITÉ DES INVESTISSEURS

Les jeunes guadeloupéens sont prêts, les start-up grouillent, l'université donne le ton. Manquent les financements pour ne pas rater l'opportunité de l'intelligence artificielle.

"Rendre les appareils modernes plus "intelligents", dans le sens où ceux-ci deviendront capables de réagir pour s'adapter à un utilisateur spécifique, ou à un changement d'état de celui-ci ". Ce leitmotiv formulé par Audrey Rubinel docteur en intelligence artificielle à l'université des Antilles, invite à penser que la Guadeloupe prendra le train de la prochaine mutation économique voulue par Emmanuel Macron et engendrée par l'avènement de l'intelligence artificielle. L'université des Antilles travaille déjà sur des modélisations de l'émotion à partir des réseaux sociaux. " Cela peut aider à la prise de décision ", explique Betty Fausta. Engagée dans le secteur, la patronne d'Ipéos est présidente de Guadeloupe Tec qui regroupe 120 entreprises et associations de la même veine. Utilisateurs d'outils Le tourisme est l'un des secteurs qui suscite le plus d'engouement de la part des start-up qui se sont lancées dans l'intelligence artificielle. " Gérer en temps réel une clientèle mondiale qu'on peut aller chercher avec précision est un avantage inestimable " s'extasie Aménémhat Chéron, juriste spécialiste de l'intégration des TIC dans la gestion des entreprises. Joint au téléphone mercredi 4 avril, le jeune consultant cite encore le secteur de la vente des pièces détachées automobiles. Selon lui, une entreprise de la place a mis au point un algorithme qui gère tout seul les commandes. Finies les ruptures et les empilements de stocks. Aménémhat Chéron apporte toutefois un sérieux bémol aux espoirs entrevus. " Les jeunes guadeloupéens sont archiconnectés. Ils commandent tout à partir de leur téléphone portable. Ils sont prêts à prendre en marche cette révolution. Ce sont les infrastructures qui manquent. Tous les établissements n'ont pas accès à la 4G ". Betty Fausta est sur la même longueur d'onde. Elle estime que les investisseurs privés et publics sont frileux. " Sans financements, nous serons des utilisateurs d'outils et non les acteurs de cette nouvelle économie ", prévient-elle.